COMMUNE DE KERGLOFF
CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUIN 2018 à 18H30
Compte rendu de séance

Le vingt-huit juin deux mil dix huit à dix-huit heures trente minutes, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Pierrot BELLEGUIC:

Secrétaire de séance : Siméon LE BAIL

Date de convocation : 22 juin 2018

Délibération 2018-59 : Attribution de marchés pour les travaux de viabilisation des Lotissements de Sainte Agnès et Route du Hartz

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que dans le cadre de la consultation lancée pour les travaux de viabilisation des lotissements communaux de Sainte Agnès et Route du Hartz (hors éclairage public et réseaux souples), un avis d'appel public à la concurrence a été mis en ligne le 30 mai 2018 et publié dans un journal d'annonces légales le 01/06/2018 avec une date limite de réception des offres fixée au 20 juin 2018. Trois offres ont été présentées pour le lot 1 « Terrassement-VRD-Espaces verts et eaux pluviales » et 4 pour le lot « Alimentation en eau potable ».

La commission d'appel d'offres, réunie à titre consultatif propose au conseil municipal, après analyse des offres et des candidatures et au regard des critères définis dans le règlement de consultation, à savoir le prix des prestations (60%) et la valeur technique (40%), d'attribuer le marché aux entreprises suivantes

	Entreprises attributaires	Montant HT	Montant TTC
Lot 1- Terrassement-VRD-Espaces verts et eaux pluviales	Eurovia. 3 rue Stade de Kerhuel -29196 Quimper Cedex	193 790.7 5€	232 548.90 €
Lot 2 -Alimentation en eau potable	Entreprise LE DU-La vallée -CS 40019 -22170 Chateaulaudren	19 505.00 €	23 406.00€
Total		213 295.7 5€	255 954.90 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

-DECIDE d'attribuer le marché pour les travaux de viabilisation des lotissements Communaux aux entreprises mentionnées ci-dessus pour un montant 213 295.75 € ht soit 255 954.90€ ttc

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la passation du marché

Délibération 2018-60 : Décision Modificative n°1 budget principal

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'ajuster les inscriptions budgétaires afin de tenir compte des besoins suivants :

- acquisition d'un logiciel de contrôle et protection des données Internet à l'école
- acquisition d'un connecteur pour la dématérialisation comptable
- acquisition de mobilier pour l'école (bureau)
- acquisition de matériel pour les services techniques (débroussailleuse)
- projet de fermeture du préau primaire

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **ADOpte** la décision modificative n°1 au budget principal suivante :

SECTION INVESTISSEMENT	
D-2051 (logiciels)	+1500.00€
D-2188 (débroussailleuse)	+500.00€
D-2135 (construction)	+ 11 500.00€
D2184 (mobilier)	+500.00€
D-2152	- 2000.00€
D-27638 (avance budget communal)	- 12 000€

Délibération 2018-61 : Décision Modificative n°1 Budget Annexe Lotissement Sainte Agnès

Monsieur le Maire propose d'ajuster les crédits inscrits au Budget Primitif pour le Lotissement Sainte Agnès au vu du montant des travaux de viabilisation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **ADOpte** la décision modificative n°1 au budget annexe Lotissement Sainte Agnès suivante :

<i>Sens</i>	<i>Compte</i>	<i>montant</i>	<i>Sens</i>	<i>Compte</i>	
DF	605-travaux	- 43 000,00€	RF	71355-stocks	- 43 000,00€
DI	3555-stocks	- 43 000,00€	RI	168741-avance budget communal	- 43 000,00€

Délibération 2018-62: Décision Modificative n°1 Budget Annexe Lotissement Route du Hartz

Monsieur le Maire propose d'ajuster les crédits inscrits au Budget Primitif pour le Lotissement Route du Hartz au vu du montant des travaux de viabilisation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **ADOpte** la décision modificative n°1 au budget annexe Lotissement Route du Hartz suivante :

<i>Sens</i>	<i>Compte</i>	<i>montant</i>	<i>Sens</i>	<i>Compte</i>	
DF	605-travaux	31 000,00€	RF	71355-stocks	31 000,00€
DI	3555-stocks	31 000,00€	RI	168741-avance budget communal	31 000,00€

Délibération 2018-63: Subventions aux associations sportives et de danse

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de reconduire la subvention accordée à toutes les associations sportives et de danse auxquelles adhèrent les jeunes de moins de 18 ans ou étudiants domiciliés à KERGLOFF;

Monsieur le Maire rappelle que cette subvention est attribuée comme suit:

- 21 Euros par association, pour un jeune qui adhère à une seule association du territoire de Poher Communauté à la rentrée scolaire 2017

10.5 Euros par association pour un jeune fréquentant deux associations du territoire de Poher Communauté ou plus à la rentrée scolaire 2017,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **DECIDE** à l'unanimité d'attribuer les subventions aux associations sportives et de danse tel que proposé ci-dessous :

<u>Associations</u>	Licenciés 2017-2018	Licenciés fréquentant 2 associations	Vote 2018
Carhaix Poher Gymastique	10	1	199,50 €
Carhaix natation	6	1	115,50 €
Cercle celtique de Carhaix	2	0	42,00 €
Dernières cartouches de Carhaix	7	1	136,50 €
Entente des Monts d'Arrée (Handball)	5	0	105,00 €
Tennis Club Carhaix	3	0	63,00 €
Judo club du poher	2	1	31,50 €
USK	4	1	73,50 €
Union cycliste carhaisienne	2	0	42,00 €
Troupe arc-en-ciel	13	1	262,50 €
Carhaixment Danse	5	0	105,00 €
TOTAL	59	6	1 176,00 €

Délibération 2018-64: Tarifs de restauration scolaire 2018-2019

Monsieur le maire propose au conseil municipal d'augmenter de 1 % les tarifs des repas servis à la cantine scolaire.

Après en avoir délibéré et pris connaissance du prix de revient du repas servi à la cantine scolaire, le conseil municipal, à l'unanimité, **DECIDE** d'appliquer, pour l'année scolaire 2018-2019 les tarifs suivants :

- pour les repas journaliers : 3.25 **euros**
- pour les repas enseignants : 4.64 **euros**
- pour la prestation d'accueil et l'encadrement (sans repas) : 1.68 **euros**

Délibération 2018-65: Tarifs de garderie 2018-2019

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal d'augmenter de 1 % les tarifs de garderie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **DECIDE** à l'unanimité d'appliquer les tarifs suivants pour l'année scolaire 2018-2019:

	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant
Matin	1,82	1,39	1,05
Soir de 16h30 à 17h	1,39	1,05	0,62
Soir de 16h30 à 18h30	3,05	2,65	2,23

Par ailleurs, en cas de dépassement des horaires d'ouverture de la garderie après 18h30 du fait de retard des parents, il sera appliqué un supplément de **5 € par enfant** pour tout dépassement de 1 à 15 minutes au-delà de 18h30 puis 5 € par enfant et par tranches supplémentaires de 1 à 15 minutes de retard.

Une remise de 20 % sera effectuée sur le montant total de la facture mensuelle, hors supplément appliqué en cas de retard, si ce montant dépasse **43 euros** sans que le montant de la remise ainsi effectuée ne puisse réduire la facture à un montant inférieur à 43 Euros.

Délibération 2018-66 : Tarifs de l'eau et de l'assainissement à compter du 1er septembre 2018

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'augmenter de 1 % les tarifs de consommations et des abonnements d'eau et d'assainissement à compter du 1^{er} septembre 2018 :

Facturation eau :

- . de 0 à 500 m³ : 122.30 € par 100 m³ soit 1.2230 € par m³ jusqu'à 500 m³
- . plus de 500 m³ : 95.45 € par 100 m³ soit 0.9545 € par m³ au-delà des 500 premiers m³

Tarifs abonnement :

- . Abonnement compteur calibre 15 : 74.29 euros
- . Abonnement compteur calibre 20 : 92.85 euros
- . Abonnement compteur calibre 30 : 98.31 euros
- . Abonnement compteur calibre 40 : 103.78 euros
- . Abonnement compteur calibre 50 : 109.24 euros

Assainissement :

- . Abonnement annuel : 30.16 euros par logement
- . Redevance : 48.25 euros par 100 m³ d'eau consommée soit € 0.4825 € par m³ d'eau consommée

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **DECIDE** à l'unanimité d'appliquer les tarifs présentés ci-dessus à compter du 1er septembre 2018.

Délibération 2018-67 : Tarif de mise en service des compteurs d'eau à partir du 1er septembre 2018

Monsieur le Maire propose au conseil municipal une revalorisation des tarifs de mise en service des compteurs d'eau à partir des indices TP 03a – Terrassements. L'indice de base d'août 2016 est 104.30 et celui d'août 2017 est de 106.00.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **DECIDE** d'appliquer à compter du 1er septembre 2018 les tarifs de mise en service des compteurs d'eau suivants, à l'exception des devis qui ont fait l'objet d'un accord préalable à la présente délibération:

- Fermeture de compteur sans enlèvement de ce dernier : 50.75 Euros H.T
- Fermeture de compteur avec enlèvement de ce dernier : 99.35 Euros H.T
- Remise en service sans pose de compteur : 50.75 Euros H.T.

- Remise en service d'une installation existante avec pose d'un nouveau compteur dans un citerneau accessible et en bon état:

- . calibre 15 : 115.92 Euros HT
- . calibre 20 : 129.06 Euros HT
- . calibre supérieur à 20 : suivant devis accepté par le demandeur.

Si le citerneau n'est pas accessible, alors un devis sera fait pour les travaux de remise en conformité.

Délibération 2018-68: Tarifs de branchement des compteurs à partir du 1er septembre 2018

Monsieur le Maire propose au conseil municipal une revalorisation des tarifs de mise en service des compteurs d'eau à partir des indices TP 03a - Terrassements. L'indice de base d'août 2015 est 104.30 et celui d'août 2016 est de 106.00.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, à l'unanimité, **DECIDENT** d'appliquer à compter du 1^{er} septembre 2018 les tarifs de branchement d'eau suivants, à l'exception des devis qui ont fait l'objet d'un accord préalable à la présente délibération :

1°/ - Branchement inférieur à 15 m avec traversée de route (chemins ruraux, route communale et chemins d'exploitation) **non enrobée** :

- . Compteur - calibre 15 - diamètre 25 : 899.95 Euros H.T
- . Compteur - calibre 20 - diamètre 32 : 965.08 Euros H.T.
- . Compteur - calibre supérieur à 20 : suivant devis accepté par le demandeur ;
- . Si traversée de route du domaine communal enrobée : suivant devis accepté par le demandeur.
- . Si traversée de route départementale : suivant devis accepté par le demandeur .

2°/ - Branchement inférieur à 15 m sans traversée de route :

- . Compteur - calibre 15 -619.14 Euros H.T.
- . Compteur - calibre 20 -684.07 Euros H.T.
- . Compteur calibre supérieur à 20 : suivant devis accepté par le demandeur

3°/ - Si la longueur de la canalisation est supérieure à 15 m avec ou sans traversée de route enrobée ou non : suivant devis accepté par le demandeur.

Il est en outre précisé :

- . que le raccordement après le compteur sera à la charge du demandeur. L'entretien des branchements sera assuré par le service d'eau ainsi que les réparations jusqu'au compteur ;
- . qu'en zone N, seuls les branchements au réseau d'eau potable destinés à desservir une construction ou installation autorisée, existante ou ayant été soumise à autorisation ainsi que pour les usages spécifiques des exploitations agricoles ou maraîchères, à l'exclusion de toute autre utilisation seront réalisés;
- . que le citerneau sera placé en limite de propriété, du côté privatif de la parcelle.
- . que le lieu d'implantation du compteur sera défini par les services techniques en fonction des contraintes techniques existantes;

Délibération 2018-69: Répartition du Fonds de Compensation des Ressources Intercommunales et Communales

Monsieur le Maire présente la répartition de droit commun du Fonds de Compensation des ressources Communales et Intercommunales pour l'année 2018.

	Montant prélevé	Montant reversé	Solde
Poher Communauté	- 205 578	170 671	- 34907
Communes de la Communauté	- 304 104	252 465	- 51639
Total	- 509 682	423 136	- 86 546
Dont Kergloff	- 12 208	19 058	6850

Monsieur le Maire précise que les articles L. 2336-3 et L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales ouvrent la possibilité aux établissements publics de coopération intercommunale et à leurs communes membres de déroger aux modalités de répartition du prélèvement et du reversement du fonds (répartition dérogatoire ou répartition libre).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **DEMANDE** l'application de la répartition de droit commun pour le FPIC 2018.

Délibération 2018-70: Adhésion au service Délégué à la protection des données du Centre de Gestion du Finistère

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018 renforce les mesures de protection des données à caractère personnel et rend leur application obligatoire. Le non-respect de ces nouvelles obligations expose la collectivité à des sanctions financières. Le RGPD oblige notamment la collectivité à désigner un délégué à la protection des données chargé d'informer, conseiller et contrôler l'organisme responsable du traitement des données. Ce délégué a pour mission de recenser l'ensemble des données à caractère personnel traitées par la collectivité d'une part et les modalités de traitement de ces dernières d'autre part (finalité, modalités de stockage, durée de conservation, mesures pour sécuriser l'accès...)

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Finistère propose d'accompagner les collectivités dans le respect de leurs obligations et de mutualiser son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique.

Au regard du volume important de ces nouvelles obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec le centre de gestion présente un intérêt certain.

Le CDG propose que Poher Communauté porte un contrat mutualisé d'adhésion au service d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) du CDG 29 pour ses besoins propres mais aussi pour les 11 communes adhérentes et le CIAS de Poher Communauté (sur la base de volontariat de ces structures).

Le bureau communautaire le 14 juin 2018 a émis un avis favorable à cette proposition d'adhésion pour une durée de 3 ans. L'adhésion mutualisée à ce service au sein de Poher Communauté permet d'obtenir des tarifs avantageux soit 825€/an au lieu de 1100€ pour la commune de KERGLIFF.

Il est précisé que la prestation sera facturée en totalité par le centre de gestion à Poher Communauté, à charge pour elle de répercuter le coût sur ses communes membres. La signature de la convention par Poher Communauté n'emporte cependant pas de désignation automatique du Délégué à la Protection des Données pour la collectivité. La

commune doit adhérer individuellement au service du Centre de Gestion.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service « Délégué à la protection des données » du centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère pour une durée de trois ans.

La commune reversera à Poher Communauté, entité porteuse du contrat d'adhésion mutualisé, la part lui incombant (825€ par an, sous réserve de la revalorisation annuelle des prestations opérée par le centre de gestion).

Délibération 2018-71: Rapport 2017 du Service de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'Alimentation en Eau Potable, d'Assainissement Collectif ou d'Assainissement Non Collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération et tenu à la disposition du public. Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Après présentation, le conseil municipal **APPROUVE** à l'unanimité le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif de l'année 2017.

Délibération 2018-72: Motion pour le maintien des capacités d'intervention des Agences de l'Eau (Questions diverses)

Le conseil municipal, à l'unanimité,

Considérant

- a) l'état des masses d'eau du bassin Loire-Bretagne où seulement 28 % des masses d'eau sont aujourd'hui en bon état pour un objectif de 61 % en 2021 et de pratiquement 100 % en 2027 et par voie de conséquence l'importance des progrès qu'il reste à réaliser pour atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau
- b) l'importance des engagements pris par la France en application de la directive cadre sur l'eau et la nécessité de maîtriser le risque de contentieux
- c) la nécessité de s'adapter à de nouveaux enjeux considérables notamment au changement climatique, à l'érosion de la biodiversité et la nécessité de répondre à l'élargissement des compétences des agences de l'eau par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages
- d) le rôle important des agences de l'eau dans le financement d'actions et de travaux d'intérêt commun au bassin qui contribuent à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, des milieux aquatiques ou du milieu marin
- e) les réussites de la politique d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne et l'adhésion des acteurs de l'eau au principe de solidarité à l'échelle du bassin
- f) la nécessité de conserver des taux d'aide de l'agence de l'eau Loire-Bretagne incitatifs pour mener des actions de restauration de la qualité des milieux et de renforcement de la résilience face au changement climatique, notamment dans un contexte où l'État, les Régions et les Départements se retirent du financement de la politique de l'eau

- g) l'impact de la loi de finances pour 2018 qui amène à réduire la capacité d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne d'environ 25 % entre le 10^e programme pluriannuel d'intervention (396 millions d'euros d'aide par an) et le 11^e programme (292 millions d'euros d'aide par an)
- h) que le budget de l'agence de l'eau Loire-Bretagne est caractérisé par des taux globaux d'exécution très élevés (plus de 99 % en engagements et de 99 % en paiements pour les années 2016 et 2017)
- i) que l'agence de l'eau Loire-Bretagne n'a pas de trésorerie excédentaire à la fin de son 10^e programme pluriannuel d'intervention. Mi-avril, la trésorerie est de seulement 2 millions d'euros
- j) que l'agence de l'eau Loire-Bretagne aura versé 44,6 millions d'euros en 2018 à l'AFB et l'ONCFS, soit une hausse de 108 % par rapport au versement en 2017 de 21,5 millions d'euros au profit de l'AFB

Prenant acte des objectifs ambitieux définis par le ministre de la transition écologique et solidaire dans le courrier qu'il a adressé le 28 novembre 2017 aux présidents de comité de bassin

Soulignant la nécessité d'optimiser l'action publique dans le domaine de l'eau et d'être plus sélectif et plus efficace dans la définition des opérations aidées par l'agence de l'eau Loire-Bretagne au cours de son 11^e programme pluriannuel d'intervention

MANIFESTE son attachement à la gestion décentralisée à l'échelle des grands bassins hydrographiques des politiques conduites par les agences de l'eau, au principe « l'eau paye l'eau » et à la gestion concertée avec les acteurs de l'eau, principes qui ont fait leurs preuves depuis cinquante ans

EXIGE que des solutions soient rapidement trouvées pour que la capacité d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne au 11^e programme soit maintenue à un niveau permettant de répondre aux enjeux du bassin

CONTESTE l'augmentation des contributions aux opérateurs de l'État qui prend effet à compter de 2018

EXIGE que soit ainsi reconsidéré l'encadrement législatif des 11^{es} programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau afin de relever leur capacité d'intervention

SOUHAITE que le comité de Bassin Loire Bretagne participe aux Assises de l'eau et **ATTEND** qu'elles abordent la question de la capacité d'intervention des agences de l'eau et qu'elles apportent des réponses ambitieuses face à l'ensemble des défis à relever